



**Arrêté n° 2026/ICPE/118 portant levée de la mise en demeure
2025/ICPE/490 du 24 novembre 2025
Société Française Donges-Metz (SFDM) à Donges – Parc A**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2024 portant mise à jour des prescriptions applicables au dépôt pétrolier, dit « parc A », exploité par la société SFDM sur la commune de Donges ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, qui dispose : « Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 septembre 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 octobre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2025/ICPE/490 en date du 24 novembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire du 30 mars 2026, constatant que la Société Française Donges-Metz (SFDM) à Donges – Parc A s'est conformée aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisés ;

CONSIDERANT en conséquence que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2025 susvisé peut être levée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique,

ARRETE

Article 1 : L'arrêté préfectoral 2025/ICPE/490 en date du 24 novembre 2025, par lesquels la Société Française Donges-Metz (SFDM) à Donges – Parc A, dont le siège social est situé 47 avenue Franklin Roosevelt 77210 Avon, a été mise en demeure de mettre en conformité les installations qu'elle exploite sur la commune de Donges est abrogé.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement - 246 boulevard Saint-Germain, 750007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île-Gloriette – 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à l'exploitant et fera l'objet d'une parution sur le site internet de la préfecture.

Article 4 : La secrétaire générale, le sous-préfet de Saint-Nazaire et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le - 2 AVR. 2026

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Saint-Nazaire


Eric de WISPELAERE